

# REVUE DE PRESSE



## POUVOIR D'ACHAT      27 novembre 2007

**LeMonde.fr**

---

### Nicolas Sarkozy attendu sur le pouvoir d'achat cette semaine

Reuters 25.11.07 | 16h57

**P**ARIS (Reuters) - Après la fin de la grève sur la réforme des régimes spéciaux de retraite, la question du pouvoir d'achat - préoccupation numéro un des Français selon les sondages - dominera l'agenda social de Nicolas Sarkozy cette semaine.

Avant de s'envoler pour la Chine, où il a entamé ce dimanche une visite d'Etat, le chef de l'Etat a annoncé son intention de répondre aux "angoisses" des Français sur ce thème "dès (s)on retour" de Pékin, prévu pour mercredi.

"Je ne prends pas ces attentes à la légère", a assuré le président, qui avait fait du pouvoir d'achat l'un des axes majeurs de sa campagne élyséenne.

Selon plusieurs articles de presse, le président s'exprimera à la télévision jeudi soir - une intervention qui avait été envisagée cette semaine puis repoussée pour se donner le temps de la réflexion et laisser passer la fin du conflit dans les transports publics. L'Elysée n'a confirmé ni la date ni la forme de cette prise de parole.

"Il va y avoir des annonces claires", a expliqué le porte-parole du gouvernement, Laurent Wauquiez, sur France 2, évoquant la piste d'une baisse des frais bancaires et des tarifs de téléphonie mobile - des mesures qui auraient l'avantage de ne pas coûter "des mille et des cents" au gouvernement.

Selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France, 65% des Français estiment que leur pouvoir d'achat a diminué depuis un an, contre 59% en janvier dernier. Les retraités sont les plus inquiets, 72% ayant le sentiment d'avoir perdu du terrain de même que près de six sympathisants de l'UMP sur dix (59%).

"Beaucoup commencent à se dire qu'on leur a raconté des sornettes" avec le slogan de Nicolas Sarkozy "travailler plus pour gagner plus", ironise Laurent Fabius dans Libération.

"Il est temps de s'occuper des gens qui gagnent peu dans cette société, qui ont le sentiment que c'est toujours eux qui sont mis à contribution", a déclaré Julien Dray sur Canal+.

## AUGMENTER LE SMIC OU LA DUREE DU TRAVAIL ?

"C'est qu'on est mal partis au départ: douze milliards de cadeaux fiscaux à des gens qui ne demandaient rien, à des privilégiés, les partisans de la nuit du Fouquet's" où Nicolas Sarkozy avait célébré sa victoire au soir du deuxième tour de la présidentielle, a ajouté le porte-parole du PS.

Le PS réclame un "Grenelle" sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des salariés privés ainsi que l'encadrement des loyers et la mise en place effective du "chèque transports".

Côté majorité, plusieurs députés ont avancé pistes et hypothèses cette semaine.

A la tête d'un comité parlementaire pour le pouvoir d'achat, composé de dix députés de l'UMP, Pierre Méhaignerie prône une augmentation de la prime pour l'emploi. De son côté, le secrétaire national à l'Economie du parti présidentiel, Frédéric Lefebvre, est favorable à une généralisation des stock-options, y compris pour les fonctionnaires.

Invité du forum de Radio J, Edouard Balladur a mis en garde dimanche contre la tentation d'accorder des "avantages supplémentaires". "Il faut d'abord et avant tout relancer la croissance et cela prend du temps", a déclaré l'ancien Premier ministre.

Au diapason du PS, le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a réclamé samedi sur Europe 1 des mesures salariales, insistant sur un coup de pouce rapide sur le Smic.

A ses yeux, le déblocage de la participation salariale, comme cela avait déjà été fait par le gouvernement Villepin, ou un 13e mois défiscalisé ne sont pas des bonnes solutions.

Il faut en revanche selon le leader syndical conditionner les exonérations de cotisations patronales à la signature d'accords salariaux dans les entreprises - une proposition catégoriquement rejetée par le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), Jean-François Roubaud.

Si on opte pour cette solution, ce sont "des centaines de millions d'emplois qui seront perdus en quelques mois", a-t-il mis en garde sur France Info.

Pour pouvoir augmenter les salaires, il préconise, à l'instar de la présidente du Medef Laurence Parisot, de jouer sur la durée légale du travail. et "faire sauter les derniers verrous des 35 heures".

\*\*\*

### **Pour 65% des Français, leur pouvoir d'achat a baissé depuis un an**

**PARIS (AFP) 25 novembre 2007 09h45** — Près des deux tiers des Français ont constaté depuis un an une baisse de leur pouvoir d'achat, face à laquelle une diminution de la TVA et de la TIPP sont jugées comme les remèdes les plus efficaces, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France publié samedi.

**Les Français sont 65% à estimer que leur pouvoir d'achat a diminué au cours des douze derniers mois, alors qu'ils étaient 57% à le penser en janvier**, selon ce sondage.

Moins d'un Français sur cinq (18%) estime qu'il est resté stable, contre 27% en janvier. Mais 17% des Français, soit un nombre équivalent au début de l'année, pensent qu'il a augmenté.

**Les personnes âgées de 50 à 64 ans sont les plus nombreuses à juger que leur pouvoir d'achat a baissé depuis un an (75%),** alors que les moins de 35 ans sont 55% à le penser.

Les hommes sont aussi plus nombreux à percevoir une baisse de pouvoir d'achat (67%) que les femmes (63%).

Par catégorie, **les retraités (72%), les professions intermédiaires (66%) et les employés (63%) font le plus état d'un recul de pouvoir d'achat,** devant les professions libérales et cadres supérieurs (60%) et les ouvriers (56%).

Interrogés sur les mesures envisagées pour améliorer le pouvoir d'achat, les sondés jugent surtout efficaces une **baisse de la TVA (85%)** et une **baisse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (83%),** avant une **hausse du Smic (72%),** une **baisse des impôts sur le revenu (71%)** et le **développement de la participation et de l'intéressement des salariés (70%).**

L'exonération de charges du 13ème mois recueille un score de 57%, pas très loin de la hausse de la prime pour l'emploi (55%). La défiscalisation accrue des heures supplémentaires paraît efficace à 54% de Français.

**Seule une minorité des personnes interrogées (42%) estime que l'accroissement de la concurrence** et de l'implantation de grandes surfaces favorisera le pouvoir d'achat.

L'Ifop a comme PDG Laurence Parisot, la présidente du Medef.

L'enquête a été réalisée par téléphone du 22 au 23 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 964 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

\*\*\*

*Nouvel Observateur* n° 2245, jeudi 15 novembre 2007

## **L'angoisse du pouvoir d'achat**

**Elle est en passe de supplanter la peur du chômage. Explications**

par **Brice Teinturier, DGA de TNS-Sofres, directeur du département Stratégies d'opinion.**

Le grand fléau de la société française de ces trente dernières années fut la montée inexorable d'un **chômage de masse durablement installé.** A l'exception d'une très courte période (décembre 2000-mai 2002) durant laquelle la sécurité supplanta l'emploi - ce qui pesa d'ailleurs lourdement dans la défaite de Lionel Jospin -, l'emploi n'a donc cessé d'être la première préoccupation des Français. Or nous vivons une véritable révolution d'opinion puisque **l'angoisse du pouvoir d'achat est en passe de supplanter celle du chômage.** Début 2004, «*l'évolution du pouvoir d'achat*» est ainsi une préoccupation citée par 28% des Français, ce qui la met 43 points derrière l'emploi (71% de citations) et loin derrière la santé, les retraites, le financement de l'assurance maladie, les inégalités sociales, l'école et l'enseignement, et au même niveau que l'environnement. Quelque quarante mois plus tard, «*l'évolution du pouvoir d'achat*» talonne l'emploi : en progression de 20 points, elle **est citée par 48%** des Français, soit un écart avec l'emploi de seulement 17 points. **Si l'on prend en compte un autre indicateur, qui cumule les notions de «maintien du pouvoir d'achat» et de «lutte contre la hausse des prix», ces deux préoccupations atteignent même un niveau égal à l'enjeu de la lutte contre le chômage.** Il faut d'ailleurs remonter à 1981 pour retrouver une inquiétude aussi forte à l'égard de la hausse des prix.

Comment expliquer cette dynamique d'opinion ? Tout d'abord, **l'offre de consommation a explosée.** Indépendamment des prix eux-mêmes, la consommation n'a cessé d'être solide et en progression, activée en permanence par des «**promos**» auxquelles les Français sont devenus accros et par de nouveaux **produits moins chers que dans le passé mais chers malgré tout eu égard aux salaires** : écrans plats, téléphonie mobile, etc. Or sur ces **dépenses nouvelles** se sont greffés trois autres phénomènes au cours des cinq dernières années : une relative **stagnation des salaires**, la **pénurie de logement et l'explosion du prix de l'immobilier**, l'augmentation enfin du **coût de l'énergie.** D'autres facteurs aggravants interviennent également : le **passage à l'euro** et le sentiment durable qu'il s'est accompagné d'une hausse des prix, les **inquiétudes sur le système de santé (franchises)** et l'**avenir des retraites**, l'envolée des **prix de produits symboliques** (céréales et lait).

Ces raisons expliquent pourquoi nous sommes face à un phénomène profond, rapide, certainement durable et en partie inédit : contrairement à d'autres sujets, **le phénomène touche l'ensemble de la**

**société française.** Certes, les 25-50 ans sont encore plus préoccupés que leurs aînés, de même que les employés et les ouvriers le sont davantage que les cadres. Mais il s'agit de différences de faible intensité et non de nature. Enfin, que l'on soit de gauche ou de droite, on ressent le phénomène quasiment de la même manière.

Face à cela, les mesures prises par le gouvernement et le président de la République sont appréciées mais jugées très en deçà de l'enjeu lui-même et de **l'espérance suscitée par la campagne électorale.** **Le doute s'installe**, le pouvoir d'achat étant ainsi devenu le plus gros caillou dans la chaussure du président. Il ne sera pas aisé de l'en extraire.

\*\*\*



## Pouvoir d'achat: syndicats et patronat divergent sur les réponses à apporter

26 novembre 2007, 14h30

**PARIS (AFP) —** Les partenaires sociaux divergent sur la manière de répondre au défi du pouvoir d'achat, **les syndicats voulant que l'Etat conditionne les allègements de charges des entreprises à des augmentations de salaires**, alors que **le patronat souhaite abolir la durée légale du travail.**

Le pouvoir d'achat est la première préoccupation des Français, et de manière de plus en plus aiguë, deux tiers d'entre eux (65%) estimant qu'il a diminué lors des douze derniers mois, contre 57% en janvier, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France.

Après avoir promis pendant sa campagne électorale qu'il serait "le président du pouvoir d'achat", Nicolas Sarkozy doit dévoiler cette semaine des "initiatives" en la matière.

Des annonces attendues avec d'autant plus d'impatience que les syndicats ont été déçus par la **conférence sur l'emploi et le pouvoir d'achat du 23 octobre, sous l'égide du ministère de l'Economie et de l'Emploi, qualifiée de "fiasco" par Bernard Thibault (CGT).**

**"Le slogan +travailler plus pour gagner plus+ atteint objectivement ses limites et il y a urgence sur la question", a prévenu M. Thibault dimanche, soulignant que les salariés attendaient "du sonnant et du trébuchant" en matière de "revalorisation du Smic et des salaires".** Le Smic a automatiquement augmenté de 2,1% en juillet, mais le gouvernement n'y a ajouté aucun coup de pouce.

Le 23 octobre, Bercy a annoncé la création future d'une commission "consultative" et "indépendante" qui conseillerait le gouvernement sur l'augmentation du Smic, et **le gouvernement n'écarte pas ensuite une réforme d'ensemble du salaire minimum.** Une perspective qui inquiète les syndicats, dont certains estiment que les indices économiques pris en compte depuis 1970 (inflation et salaire horaire de base ouvrier) constituent le meilleur rempart du pouvoir d'achat pour les salariés les moins payés.

Parallèlement, les syndicats veulent que l'Etat "conditionne" les allègements de cotisations sociales consenties aux entreprises - 32,3 milliards d'euros prévus en 2008 - au dynamisme de leur politique salariale. "Une entreprise qui n'aurait pas d'accord de salaire verrait ses allègements de charges réduits", propose Jean-Claude Mailly (FO), pour qui une telle mesure "peut booster les négociations dans les entreprises".

**Moins d'un tiers des entreprises respectent la loi qui impose une négociation salariale chaque année, pointe M. Thibault.** Le gouvernement s'est dit prêt à "lever un tabou" en soumettant les exonérations à conditions, mais François Chérèque (CFDT) insiste pour "que cela aboutisse rapidement". Cette perspective ne réjouit toutefois pas le patronat qui privilégie la suppression des "contraintes" entravant la croissance.

**"La vraie question n'est pas comment je contribue à ce qu'il y ait plus de pouvoir d'achat, mais comment je contribue à ce qu'il y ait plus de croissance", martèle Laurence Parisot (Medef).**

Pour elle, il faut avant tout "baisser les prélèvements obligatoires sur les entreprises" et prévoir "la suppression de la durée légale du travail", car "le mécanisme des heures supplémentaires n'est pas suffisant" pour doper le revenu des salariés. La CGPME a aussi appelé à "faire sauter les derniers verrous sur les 35 heures".

**Du côté des salariés, l'impatience monte, comme en ont témoigné les récents conflits à Air France ou à LCL (ex Crédit Lyonnais).**

**Les syndicats de fonctionnaires, qui déplorent une perte de pouvoir d'achat de 6% depuis 2000, menacent eux d'une nouvelle action début décembre si le gouvernement n'ouvre pas très vite une négociation salariale.**